

Déclaration du Conseil national

Les salariés sont déstabilisés par la crise et inquiets de ses conséquences pour leur emploi, leur pouvoir d'achat, leur protection sociale.

Cette crise qui secoue le secteur bancaire et financier mondial, est d'abord celle du capitalisme financier.

Celui-ci a imposé ses règles à l'ensemble de l'économie, en exigeant des rentabilités à deux chiffres alors que la croissance mondiale était de l'ordre de 5% en moyenne. Tout un système s'est mis en place pour soutenir cette logique : nouvelles normes comptables évaluant l'entreprise à la valeur du marché, agences de notation centrées sur les seuls critères financiers, gouvernance d'entreprise centrée sur les objectifs des actionnaires excluant les autres parties prenantes (salariés, consommateurs) ainsi que les questions environnementales. Cette recherche de profit maximum pour l'actionnaire a modifié les relations sociales et a renforcé l'individualisation des droits sociaux (salaires, temps de travail...).

La libéralisation complète des mouvements de capitaux, au nom de « l'autorégulation » du marché, la recherche du profit à court terme, l'aveuglement des autorités et des agences de notation financière sont autant de causes qui relèvent bien plus de responsabilités structurelles du « système », que de responsabilités individuelles. La création de richesses n'a pas bénéficié à tous, de nouvelles inégalités se sont créées entre les pays et en leur sein.

Lors de son congrès de Grenoble en 2006, la CFDT a souligné « *le poids croissant de la capitalisation boursière et de l'internationalisation financière [...]. Cette financiarisation de l'entreprise déplace sa fonction dans la mesure où, pour l'actionnaire, la priorité donnée au*

profit et à la rentabilité à court terme ignore l'activité de l'entreprise, sa finalité et son devenir. Cette situation se caractérise principalement par une compression du coût du travail et du pouvoir d'achat ».

La crise d'aujourd'hui confirme cette analyse. Les conséquences de cette logique financière sur l'emploi et sur la situation de nombreux salariés sont intolérables.

Cette crise a provoqué la réaction des autorités politiques. Au niveau européen, sous l'impulsion de la présidence française, le politique a commencé à reprendre le pas sur le financier. La CFDT s'en félicite. Cela n'exonère en rien les gouvernements de leur responsabilité quant à la dérive financière dont la crise est le résultat.

Des réponses doivent être apportées pour favoriser une croissance durable.

La CFDT attend du gouvernement qu'il déploie la même énergie pour traiter les questions économiques et sociales qu'il ne l'a fait pour sauver le système financier.

En effet le ralentissement économique déjà présent depuis plusieurs mois se poursuit et amplifie les difficultés des entreprises : plans sociaux, licenciements, fins de missions d'intérim, conséquences sur les sous-traitants.

Alors que la France et toutes les économies occidentales entrent en récession, des actions doivent être engagées à plusieurs niveaux.

1. Au niveau européen et international

Au-delà des engagements pris lors de la réunion du 12 octobre de l'Euro-groupe et par le Conseil européen du 15 octobre, la CFDT entend voir se concrétiser rapidement :

- une harmonisation des réglementations bancaires et financières, un meilleur contrôle des agences de notation financière et la création d'une instance de supervision du système financier européen,

- des mesures d'harmonisation de la fiscalité des entreprises dans l'Union européenne qui intègrent également des changements profonds quant aux paradis fiscaux et au dumping fiscal intra-européen,

- l'accélération de l'intégration européenne pour soutenir la croissance par un plan de relance budgétaire de niveau européen pour investir dans la recherche, l'innovation, l'université et la formation, les transports durables.

Le terrain des échanges économiques est mondial. Des espaces de définition des politiques et de régulation économique et sociale doivent être construits à cette échelle. La CFDT se prononce pour que l'Europe porte fortement les exigences :

- d'une refonte des normes comptables internationales qui prenne en compte la nécessité d'un fonctionnement économique échappant aux seules politiques de court terme,

- d'une réforme du système bancaire et financier international et de ses institutions de régulation et de supervision (FMI, Banque mondiale...) répondant aux enjeux de la mondialisation d'aujourd'hui.

Cette crise mondiale majeure met en évidence qu'une croissance durable doit intégrer les trois dimensions économique, sociale et environnementale.

La mobilisation de l'ensemble des acteurs favorables à la construction d'outils de régulation au service d'une économie plus juste est indispensable. La CFDT y contribuera tant au plan national qu'au sein des organisations syndicales internationales – CES, CSI – dont elle est membre.

Au niveau national

Le rôle des partenaires sociaux et la place accordée au dialogue social doivent être renforcés. C'est l'unique moyen de faire valoir les intérêts des salariés face à la logique financière ;

- L'investissement dans l'élévation des qualifications des salariés, dans la recherche et l'innovation, est une des conditions essentielles pour positionner l'économie française sur des créneaux répondant à la demande mondiale. Les entreprises doivent réorienter leur stratégie dans ce sens plutôt que de tout miser sur la baisse du coût du travail comme elles le font

depuis vingt ans.

- La CFDT a la volonté que les trois négociations – GPEC, formation professionnelle et assurance chômage – apportent des réponses concrètes en matière de sécurisation des parcours professionnels ; elle attend du patronat qu'il assume sa responsabilité en participant à la construction de ces réponses.

- La CFDT attend des entreprises qu'elles s'engagent à renverser la prépondérance croissante de l'individualisation des salaires et à réduire les écarts salariaux.

Les réformes structurelles ne peuvent être acceptées que si elles sont équitables et si les citoyens en perçoivent l'efficacité.

- La politique fiscale doit être révisée pour la rendre plus redistributive. Dans l'immédiat, la CFDT demande :

- la suppression du bouclier fiscal, mesure qui avantage principalement les plus riches de nos concitoyens ;

- une révision des exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires pour en finir avec leurs effets négatifs sur l'emploi. ;

- un redéploiement des exonérations générales de cotisations sociales en faveur de l'emploi, notamment des seniors et des jeunes, et en direction de la recherche et de l'innovation.

- Le budget de l'Etat doit être revu et prioritairement orienté vers les secteurs déterminants pour le dynamisme de notre économie : emploi, logement, politique de la ville, développement durable.

- Les missions de l'Etat doivent être redéfinies en intégrant son rôle de régulation de l'économie, ce qui s'oppose à une diminution comptable du nombre de fonctionnaires.

Le Conseil national appelle les organisations CFDT à faire connaître ces propositions et à se mobiliser avec les salariés et les retraités confrontés aux conséquences de la crise.

Cette mobilisation pour le respect des salariés prend toute sa place dans la campagne prud'hommes sur le pouvoir d'achat, la sécurisation des parcours professionnels et les conditions de travail.